

PAYS: TUNISIE

PLAN INITIATION

| | |
|--|---|
| Titre du projet : | Appui à la création d'un environnement favorable à l'investissement privé pour mettre en œuvre et mettre à jour la NDC dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels |
| Effet et produits attendus du Plan Stratégique global du PNUD 2018-2021 : | <p>Outcome 2 : Accélérer les transformations structurelles pour un développement durable.</p> <p>Signature solution</p> <p>2.1.1 Low emission and climate resilient objectives addressed in national, sub-national and sectoral development plans and policies to promote economic diversification and green growth</p> <p>2.4.1 Gender-responsive legal and regulatory frameworks, policies and institutions strengthened, and solutions adopted, to address conservation, sustainable use and equitable benefit sharing of natural resources¹, in line with international conventions and national legislation</p> |
| Effet et produit attendus du programme pays 2015-2020 : | <p>Effet 4: D'ici 2019, les acteurs régionaux gèrent d'une manière efficiente et exploitent d'une manière optimale, durable et inclusive les ressources régionales</p> <p>4.2 : Des solutions sont développées au niveau national et local pour une gestion durable des ressources naturelles</p> <p>4.2.1: Une gouvernance participative favorisant l'utilisation durable, équitable et résiliente des ressources naturelles et écosystèmes est promue</p> |
| Initiation Plan Start/End Dates: | Décembre 2019 / Août 2021 |
| Implementing Partner | Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie |

Brief Description

Le présent plan d'initiation « Appui à la création d'un environnement favorable à l'investissement privé pour mettre en œuvre et mettre à jour la NDC dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels » vise à accompagner le gouvernement tunisien à intensifier les investissements publics et privés pour l'atténuation des émissions dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels en vue d'accélérer la réalisation de l'objectif de la NDC dans le secteur de l'énergie tout en conciliant l'efficacité économique, l'intégrité environnementale et l'équité sociale et dans le cadre d'une politique de développement inclusif et durable à faibles émissions de carbone.

¹ Includes oceans and marine and freshwater ecosystems, forests, biodiversity and ecosystems, land rights, and management of chemicals and waste.

Programme Period: December2019 –
August2021

Atlas Project Number: 00120928

Atlas Output ID: 00116913

Gender Marker: 1

Total resources required **798k\$**

Total allocated resources: _____

• Regular NA

• Other:

○ **BMZ** **648 k\$**

○ **Government CS** **150 k\$**

Unfunded budget: _____

In-kind Contributions _____

POUR LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT :

AUSSAR CHAKER

[Handwritten signature]

POUR L'AGENCE NATIONALE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE :

[Handwritten signature]

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION:

L'Etat tunisien a montré une forte volonté pour initier un processus de réformes de fond du secteur de l'énergie qui conduira à une véritable transition énergétique du pays. En effet, depuis plus de deux décennies, la Tunisie s'est orientée vers l'utilisation rationnelle de l'énergie et le développement des énergies renouvelables, qui lui a permis de réduire le taux de croissance de la consommation d'énergie et de réduire substantiellement l'intensité énergétique.

Dans ce cadre, et en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Maitrise de l'Energie, le PNUD a appuyé en 2014, le développement d'un document de projet intitulé « *Appui à la transition énergétique tunisienne* » et à la mise en place d'une stratégie de développement bas carbone visant à amorcer un processus durable de transition énergétique et bas carbone en Tunisie par la transformation des politiques publiques et par-delà à favoriser la croissance économique dans une optique de viabilité écologique et équité sociale.

Compte tenu de l'évolution contextuelle principalement liée à l'engagement de la Tunisie pour l'atténuation de ses émissions de GES conformément à sa Contribution Nationale Déterminée (NDC) et la ratification de l'Accord de Paris, la mise à jour du document du projet sur la transition énergétique s'avère nécessaire. En effet, de nouveaux enjeux doivent être pris en considération pour l'accélération de la transition énergétique en Tunisie et l'atteinte des objectifs sur lesquels le gouvernement s'est engagé.

Le présent plan d'initiation intitulé « Appui à la création d'un environnement propice aux investissements privés dans le secteur de l'énergie pour mettre en œuvre et mettre à jour la NDC dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels » vient mettre à jour l'ancien document de projet tout en s'inscrivant dans le cadre de la stratégie d'intervention du PNUD pour la Tunisie « country programme document » sur la période 2015-2020. Il vise à soutenir les efforts du gouvernement dans sa transition énergétique dans une optique d'accélérer la réalisation de l'objectif de la NDC dans le secteur de l'énergie et ce, avec l'appui du programme NDC Partnership (NDPC).

La Tunisie a bénéficié de l'appui du programme NDC Partnership (NDPC), lancé à la COP22 à Marrakech en novembre 2016, qui permet aux pays d'avoir accès aux connaissances techniques et au soutien financier dont ils ont besoin pour atteindre un changement transformationnel en utilisant la mise en œuvre des NDCs comme mécanisme pour augmenter les investissements dans le changement climatique et, ainsi, soutenir l'Accord de Paris et les objectifs de développement durable (ODD). Le programme fournit un cadre axé sur les résultats que les pays participants adaptent à leur contexte et à leurs besoins nationaux, avec des résultats sur la planification, le leadership, la gouvernance, les mesures d'atténuation, le financement et l'engagement du secteur privé, et le partage des connaissances.

C'est dans ce cadre que les outputs de ce plan d'initiation serviront de données de références et justifieront les axes de travail en faveur notamment la mise en œuvre et la mise à jour de la NDC.

La NDC Tunisienne prévoit la réduction de son intensité carbone de 41% en 2030 par rapport à celle de 2010. La réalisation de l'objectif NDC nécessitera la mobilisation d'environ 17 milliards de dollars de financement pour soutenir les investissements d'atténuation, l'investissement requis pour les secteurs de l'énergie et des procédés industriels jusqu'en 2030 est estimé à environ 14,9 millions USD, dont 7 millions USD pour l'énergie renouvelable (ER) et 7,9 millions USD pour l'efficacité énergétique (EE) et les procédés industriels.

Ainsi et à travers le présent plan d'initiation, les secteurs de l'énergie et des procédés industriels² qui représentent 75% de l'objectif d'atténuation des NDC d'ici 2030, seront particulièrement visés.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement tunisien a entrepris de nombreuses mesures réglementaires, incitatives et institutionnelles et a mis en place la stratégie Énergie 2030 qui vise deux objectifs ambitieux :

² Les secteurs de l'énergie et des procédés industriels tels que définis par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

- L'amélioration de l'efficacité énergétique grâce à un meilleur contrôle de la demande énergétique. Ainsi, l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME) a élaboré un plan d'action relatif à l'efficacité énergétique comprenant principalement des mesures pour les secteurs du bâtiment, de l'industrie et des transports. L'objectif étant de réduire la demande d'énergie primaire de 30% en 2030 par rapport au scénario BaU.
- La diversification du mix électrique avec l'objectif d'atteindre une part de 30% d'énergies renouvelables dans la production d'électricité d'ici 2030.

Par ailleurs, le gouvernement a également mis en place un cadre réglementaire complet pour le soutien à l'efficacité énergétique (loi n°2009-7 de février 2009) et pour la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables (loi n°12 du 11 mai 2015) encourageant ainsi, les investissements des promoteurs privés. Le Fonds Tunisien de Transition Énergétique (FTE), créé en 2005 (loi n° 2005-82 du 15 août 2005) et renforcé en 2017 (décret n° 983-2017), soutient également un large éventail de mesures EE / ER.

Toutefois, en dépit de ces efforts le secteur de l'énergie reste fortement dépendant aux énergies fossiles est contraint d'une part par l'évolution du paysage énergétique national marqué par la croissance continue de la demande d'énergie et le déficit croissant de la balance énergétique, et d'autre part, par le contexte énergétique international caractérisé par la volatilité des prix de l'énergie et les bouleversements liés aux changements climatiques.

Certains obstacles et risques continuent à limiter les investissements (en particulier pour le secteur privé) dans le domaine de l'énergie³. Ces obstacles ont été identifiés et discutés en profondeur lors des 2 conférences nationales sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique⁴, qui ont abouti au développement de deux plans d'action visant à accélérer le plan solaire tunisien et la mise en œuvre du programme d'investissement dans l'efficacité énergétique. Cette accélération est en ligne avec la politique nationale de transition énergétique qui s'articule autour des axes suivants :

- L'amélioration l'efficacité économique en réduisant l'intensité énergétique et le déficit de la balance énergétique
- Le déploiement massif des énergies renouvelables ;
- L'accès à l'énergie aux ménages à faible revenu et la lutte contre la précarité énergétique
- L'atteinte de l'objectif de la NDC où l'énergie est la principale source d'atténuation.

II. OBJECTIF DU PLAN D'INITIATION ET RESULTATS ATTENDUS :

Le présent plan d'initiation « Appui à la création d'un environnement propice aux investissements privés dans le secteur de l'énergie » vise à accompagner le gouvernement tunisien à intensifier les investissements pour l'atténuation des émissions dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels en vue d'accélérer la réalisation de l'objectif de la NDC dans le secteur de l'énergie tout en conciliant l'efficience économique, l'intégrité environnementale et l'équité sociale.

Le plan d'initiation s'articule autour des principaux résultats et activités suivants :

Produit 1 : Les objectifs d'atténuation NDC pour les secteurs de l'énergie et des procédés industriels sont mis à jour et désagrégés par sous-secteur et technologie ;

Ce résultat vise la mise à jour des objectifs d'atténuation NDC pour les secteurs de l'énergie et des procédés industriels et leur désagrégation par sous-secteur et par technologie (production d'électricité, bâtiment, transport, industrie,...). Cette mise à jour, dans le sens d'une augmentation de l'ambition de

³ Etude sur l'atténuation des risques des investissements dans les énergies renouvelables, Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD, décembre 2014.

⁴ En Tunisie, la transition énergétique est considérée comme une nécessité dictée par la baisse des ressources énergétiques, la croissance continue de la demande et l'accroissement de la dépendance à l'égard de l'importation des énergies fossiles. Pour faire face à cette situation, le ministère de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables a organisé en collaboration avec le PNUD deux conférences visant l'accélération de la mise en œuvre du programme de maîtrise de l'énergie. La première conférence organisée les 7 et 8 décembre 2018 a permis d'élaborer et d'adopter un programme d'accélération de l'utilisation à grande échelle des énergies renouvelables visant de porter la part d'électricité d'origine renouvelable à 30% du mix électrique en 2030. La deuxième conférence organisée les 5 et 6 avril 2018 a débouché sur la préparation d'un programme d'accélération de l'efficacité énergétique visant une réduction de la demande d'énergie primaire de 30% en 2030.

l'objectif d'atténuation, est nécessaire car le programme d'investissement à l'horizon 2030 pourrait changer de manière significative compte tenu de l'impact positif que devraient avoir les plans d'accélération et du renforcement de l'investissement privé en EE / ER adopté par le conseil ministériel.

- *Activité 1.1* : Quantification des deux plans d'accélération sur le plan physique : (i) EE : pour chaque secteur : e.g combien de MW dans la cogénération et tri-génération (ii) ER : pour chaque filière : technologie et cible d'investisseur
- *Activité 1.2* : Evaluation des impacts énergétiques, socioéconomiques et environnementaux (GES) en tenant compte des résultats de l'étude sur la simulation des émissions de GES dans le secteur d'énergie à l'horizon 2030 et 2050 menées conjointement par l'ANME et le PNUD dans le cadre du projet PMR.

Produit 2 : Les plans d'investissement par sous-secteur sont élaborés et proposés en consultation avec les principales parties prenantes ;

Ce résultat vise le développement de plans d'investissement par sous-secteur, basés sur l'analyse de marché, l'évaluation des capacités de mise en œuvre des parties prenantes et sur l'évaluation des opportunités de financement. Cela devrait être mené en consultation avec les acteurs au niveau des sous-secteurs. Ce résultat vise également le renforcement des capacités des principales parties prenantes pour la mise en œuvre des plans d'investissement tels que le secteur privé, le secteur bancaire, le secteur de l'énergie, les experts locaux, etc. Cela pourrait inclure, entre autres, l'évaluation des risques, la finance climat, les techniques de financement de projets, les mécanismes financiers innovants tels que les obligations vertes (Green Bonds), financement mezzanine. Ce résultat vise aussi à documenter le processus de concertation et valoriser les résultats du projet en vue d'une mise à l'échelle dans d'autres secteurs.

- *Activité 2.1* : Quantification des investissements sous sectoriels d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels ;
- *Activité 2.2* : Elaboration des plans d'investissement par sous-secteur ;
- *Activité 2.3* : élaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacité transversal et ciblant les partenaires concernés (établissements financiers, porteurs des projets) ;
- *Activité 2.4* : Documentation des processus de concertation, communication dans le cadre du processus de renforcement des capacités et de partage de connaissance ;
- *Activité 2.5* : Elaboration des orientations pour la mise en place d'une méthodologie pour la comptabilisation des flux financiers climat

Produit 3 : Un portefeuille de projets prioritaires d'investissement d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels est développé et soutenu par les principales parties prenantes ;

Ce résultat vise à élaborer un portefeuille prioritaire de projets d'investissement du secteur privé sur l'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels, sur la base d'un processus de concertation avec des institutions financières nationales et internationales, des promoteurs privés et des PME.

- *Activité 3.1* : Identifier les projets prioritaires d'investissement par secteur, par technologie, par type d'investisseurs ;
- *Activité 3.2* : Identifier les risques et les mesures d'atténuation nécessaires ;
- *Activité 3.3* : Concevoir et développer les mécanismes de financement adéquats pour les projets prioritaires (petit projet ou grand projet, ménage, privé, public, taille etc.)
- *Activité 3.4* : Documentation des processus de concertation, dans le cadre de l'identification du portefeuille de projets prioritaires d'investissement d'atténuation

III. MANAGEMENT ARRANGEMENTS

Pour mener à bien ce projet, le PNUD travaillera en étroite collaboration avec l'Agence Nationale de Maitrise de l'Energie l'ANME qui est l'organe chargé de la mise en œuvre de la politique énergétique de l'État et de la coordination des travaux sur le changement climatique dans le secteur de l'énergie. Le PNUD travaillera également avec les partenaires clés sectoriels et transversaux tels que le Ministère chargé de l'énergie, le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, le Ministère des Finances, le Ministère du Développement, Investissement et Coopération Internationale, la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG), l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers, la Banque Centrale, l'Autorité Tunisienne de l'Investissement, la Caisse de dépôt et de consignation et des représentants du secteur privé et de la société civile.

Le PNUD fournira un appui programmatique et opérationnel afin de garantir la bonne exécution du projet. À cette fin, le PNUD mobilisera son portefeuille Climat, Environnement, Energie, et Réduction de risques de Catastrophes (une cheffe d'équipe, un associé au programme, un responsable de suivi et évaluation et un responsable de la communication) ainsi que les services d'opération : Finance, Achat et Ressources Humaines.

En outre, un chef de projet (PM) et un assistant de projet (PA) seront recrutés pour appuyer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités du projet, en plus des expertises nationales et/ou internationales à mobiliser pour un appui spécifique. Le projet sera mis en œuvre par le PNUD selon la modalité d'exécution directe (DIM) conformément aux règles et procédures du PNUD.

Faisant partie des 36 pays recevant une assistance financière directe dans le cadre du programme mondial de soutien aux NDC, le projet bénéficie également de l'échange de connaissances et de l'assistance technique fournies par l'Unité de soutien mondial du programme, située au siège du PNUD.

Contribution nationale au budget du projet :

L'Agence Nationale de Maitrise de l'Energie contribuera au budget du projet avec 150 k\$ comme contribution nationale. Cette contribution sera en espèces et transférée au PNUD selon le calendrier suivant :

| Année | Montant à transférer |
|-------|----------------------|
| 2020 | 70 K\$ |
| 2021 | 80 K\$ |

Le transfert sera équivalent en TND au budget convenu de 150 k\$. Toute différence budgétaire due à la différence de taux de change entre USD et TND sera prise en charge par le gouvernement tunisien. Une fois le transfert de la contribution nationale effectué, le PNUD en informera l'Agence Nationale de Maitrise de l'Energie en conséquence. Le taux de change à utiliser sera celui du jour où le virement a été reçu.

Le PNUD recevra un montant de 6% de la contribution nationale et de 8% de la contribution du BMZ à titre de frais de service de gestion générale (GMS) et conformément à sa politique de recouvrement des coûts. Le PNUD recouvrera ses coûts directs de projet (Direct project cost ou DPC) liés à la mise en œuvre directe du projet conformément à la liste de prix universelle communiquée par son siège.

IV. MONITORING

Conformément aux politiques et procédures du PNUD, le suivi et l'évaluation du plan d'initiation sera comme suit :

| Activité de suivi | Description |
|-------------------------------------|---|
| Suivi de la mise en œuvre du projet | <p>Le suivi de la mise en œuvre du projet sera effectué par le bureau de pays du PNUD. Les progrès réalisés par rapport au cadre de résultats seront évalués sur une base trimestrielle afin de garantir l'atteinte des résultats escomptés. Les risques spécifiques pouvant entraver l'atteinte des résultats escomptés, sont décrit ci-dessous et seront suivi et évalués sur une base trimestrielle.</p> <p>Le bureau de pays du PNUD sera chargé d'organiser les réunions de suivi avec les parties prenantes aussi souvent que nécessaire. Le suivi rapproché du projet permettra une mise en œuvre efficace et efficiente et aidera à agir et à résoudre tout goulot d'étranglement susceptible de retarder sa mise en œuvre.</p> |
| Rapport sur le projet | <p>Un rapport d'avancement technique et financier trimestriel sera préparé par le PNUD et présenté aux principales parties prenantes. Ce rapport indiquera les résultats obtenus par rapport aux objectifs prédéfinis pour chaque résultat prévu.</p> <p>À la fin du projet, un rapport d'audit certifiant les états financiers du projet sera préparé. L'audit suivra les règles et procédures financières du PNUD et les politiques applicables.</p> <p>Comme la durée du projet est de 18 mois, 2 rapports annuels seront préparés et soumis par le PNUD aux principales parties prenantes. Ce rapport résumera les résultats obtenus (objectifs, effets et résultats), les enseignements tirés, les problèmes rencontrés, les difficultés de mise en œuvre et les principales recommandations et leçons apprises pour les prochaines étapes à entreprendre.</p> |
| Assurance Qualité | L'assurance qualité de la mise en œuvre du projet sera assurée par le chef du projet et la cheffe d'équipe du portefeuille Climat, Environnement, Energie et Réduction des risques de catastrophes du PNUD en Tunisie. |
| Communication et visibilité | <p>Le projet doit être conforme aux directives du PNUD en matière de communication et de visibilité. Ceux-ci peuvent être consultés via le lien suivant : http://intra.undp.org/coa/branding.shtml.</p> <p>Les directives d'utilisation du logo du PNUD sont disponibles à l'adresse suivante : http://intra.undp.org/branding/useOfLogo.html.</p> <p>Les exigences de visibilité des donateurs du NDC partnership seront respectées.</p> |

V. ANALYSE DES RISQUES

| Risques identifiés | Type | Probability d'occurrence | Mesures d'atténuation |
|---|-----------|--------------------------|---|
| Engagement de haut niveau occasionnellement limité vu l'agenda politique nationale 2019 (élections législative et présidentielle) | Politique | Moyen | <ul style="list-style-type: none"> Renforcer le partenariat établi avec l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) et l'académie parlementaire en matière de sensibilisation des députés et des conseillers parlementaires envers le changement climatique Renforcer le partenariat avec la nouvelle |

| | | | |
|---|----------------|-------|--|
| | | | <p>direction de l'ANME ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la collaboration avec les projets en cours en vue de valoriser les efforts déployés et les matériels de communication visant la sensibilisation aux objectifs sectoriels de la NDC au niveau des décideurs dans tous les secteurs clés |
| Capacité insuffisante du partenaire national (ANME) quant à la mise en œuvre vu son implication dans plusieurs projets de coopération | Institutionnel | Moyen | <ul style="list-style-type: none"> - Point focal NDC du secteur de l'énergie désigné - Renforcer les réunions périodiques de coordination et de synergie entre les projets d'appui du PNUD à l'ANME - Appuyer l'ANME avec des moyens humains pour la mise en œuvre du projet |
| Mécanisme de coordination institutionnel en matière de changement climatique pas encore opérationnel | Institutionnel | Moyen | <ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur le networking existant des groupes de travail sectoriels récemment mobilisés dans l'élaboration de feuille de route de la mise en œuvre de la NDC - Mobilisation de ressources humaines et d'expertise pour soutenir la mise en œuvre des activités de l'Unité de Gestion par Objectifs Changement Climatique (UGPOCC) du Ministère des Affaires Locales et l'Environnement (MALEn) et ce en synergie avec les différents projets du PNUD œuvrant pour l'appui à la NDC |

VI. WORK PLAN

| EXPECTED OUTPUTS And baseline, indicators including annual targets | PLANNED ACTIVITIES List activity results and associated actions | TIMEFRAME | | | | | | RESPON SIBLE PARTY | PLANNED BUDGET | | | |
|---|---|-----------|----|----|----|----|----|--------------------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------|--------|
| | | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q5 | Q6 | | Funding Source | Budget Description | Amount US\$ | |
| Produit 1 :Les objectifs d'atténuation NDC pour les secteurs de l'énergie et des procédés industriels sont mis à jour et désagregés par sous-secteur et technologie (Output global 3.1) <u>Baseline:</u> - Existence de plans d'accélération EE et ER - Existence d'une feuille de route pour la mise en œuvre de la NDC tunisienne, élaborée en concertation avec les parties prenantes nationales <u>Indicateurs</u> : 1.1 # d'étude sur la quantification des deux plans d'accélération d'efficacité énergétique (par secteur) et d'énergies renouvelables (par filière) 1.2 # d'étude sur l'évaluation des impacts énergétiques, socioéconomiques et environnementaux (GES) <u>Targets:</u> 1.1=1 1.2 = 1 | Activité 1.1 : Quantification des deux plans d'accélération sur le plan physique : <ul style="list-style-type: none">• EE : pour chaque secteur : e.g combien de MW dans la cogénération et tri-génération• ER : pour chaque filière : technologie et cible d'investisseur Activité 1.2 : Evaluation des impacts énergétiques, socioéconomique et environnementaux (GES) en tenant compte des résultats de l'étude sur la simulation des émissions de GES dans le secteur de l'énergie à l'horizon 2050 | x | x | | | | | | PNUD/A NME | BMZ | 72100-Contractual services companies | 90 000 |
| | | | | | | | | | | | 71300 Loc. Consultant | 30 000 |
| | | | | | | | | | | | 75700-Training, Workshops | 20 000 |
| | | | | | | | | | | | 74500 - Direct Cost | 5 000 |
| | | | | x | x | | | | | | 71300 Loc. Consultant | 18 000 |
| | | | | | | | | | Gov CS | 75700-Training, Workshops | 10 000 | |
| | | | | | | | | 74500 - Direct Cost | | 2000 | | |
| Total produit 1 | | | | | | | | | | | 175 000 | |

| | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|---|-------------------|---|---|--|
| <p>Produit 2 :Les plans d'investissement par sous-secteur sont élaborés et proposés en consultation avec les principales parties prenantes(Output global 3.1, 4.1) ;</p> <p><u>Baseline:</u></p> <p>2.1 : 0 ; 2.2 : 0 ; 2.3 : 0 ; 2.4 : 0 ; 2.5 : 0 ; 2.6 : 0</p> <p><u>Indicateurs :</u></p> <p>2.1 # d'évaluation des investissements d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels ;</p> <p>2.2 # de plans d'investissement élaborés par sous-secteur,</p> <p>2.3 # de programme de renforcement des capacités pour l'accompagnement et la facilitation de la mise en œuvre des plans d'investissement pour l'atténuation</p> <p>2.4 # de bénéficiaires du programme de renforcement de capacité en matière de des plans d'investissement pour l'atténuation</p> <p>2.5 # de supports de communication et de partage de connaissance développés</p> <p>2.6 # orientation développée pour la mise en place d'une méthodologie pour la comptabilisation des flux financiers climat</p> <p><u>Cibles :</u></p> <p>2.1 : 1</p> <p>2.2 : 2</p> <p>2.3 : 1</p> <p>2.4 : Au moins 10 (dont 50% femmes)</p> <p>2.5 : 2</p> <p>2.6 : 1</p> | <p>Activité 2.1 : Quantification des investissements sous sectoriels d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels</p> <p>Activité 2.2 : Elaboration des plans d'investissement par sous-secteur</p> <p>Activité 2.3 : élaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacité transversal et ciblant les partenaires concernés (établissement financiers, financiers des porteurs des projets)</p> <p>Activité 2.4 : Documentation des processus de concertation, communication dans le cadre du processus de renforcement des capacités et de partage de connaissance</p> <p>Activité 2.5 : Elaboration des orientations pour la mise en place d'une méthodologie pour la comptabilisation des flux financiers climat</p> | <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> | <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> | <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> <p>x</p> | <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> | <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> <p></p> | <p>PNUD/A NME</p> | <p></p> <p>BMZ</p> <p></p> <p>GovCS</p> | <p>72100-Contractual services companies</p> <p>71300 Loc. Consultant</p> <p>75700-Training, Workshops</p> <p>71600 travel</p> <p>74200 - AV & Print Costs</p> <p>74500 - Direct Project Cost</p> <p>72100-Contractual services companies</p> <p>71300 Loc. Consultant</p> <p>75700-Training, Workshops</p> <p>74500 - Direct Project Cost</p> | <p>190 000</p> <p>10 000</p> <p>20 000</p> <p>4 000</p> <p>10 000</p> <p>8 000</p> <p>35 000</p> <p>15 000</p> <p>9009</p> <p>2000</p> |
|--|--|--|--|--|---|---|-------------------|---|---|--|

| Total Produit 2 | | | | | | | | | | 303 009 |
|--|---|--|--|--|--|---|---|---|---|----------------|
| Produit 3 : Un portefeuille de projets prioritaires d'investissement d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels est élaboré en concertation avec les principales parties prenantes (Output global 3.4) ; <u>Baseline:</u> 3.1: 0; 3.2: 0; 3.3:0; 3.4:0 <u>Indicateurs :</u> 3.1 # de synthèse de portefeuille selon les priorités (Analyse des investissements, Classement des investissements) avec fiches de projets prioritaires détaillés 3.2 # d'étude sur les mesures restantes d'atténuation de risques 3.3 # d'étude sur le mécanisme de financement selon les priorités d'investissement/cibles d'investisseurs. 3.4 # de supports de communication et de partage de connaissance développés <u>Cibles:</u> 3.1 : 1 3.2 :1 3.3 :1 3.4: 2 | Activité 3.1 : Identifier les projets d'investissement selon les priorités (Analyse des investissements, Classement des investissements) | | | | | | | | | |
| | Activité 3.2 : Identifier les risques et les mesures d'atténuation nécessaires | | | | | x | x | | | |
| | Activité3.3 : Définir le mécanisme de financement selon les d'investissement/cibles d'investisseurs (petit projet ou grand projet, ménage, privé, public, taille etc.) | | | | | | x | x | | |
| | Activité 3.4 : Documentation des processus de concertation, dans le cadre de l'identification du portefeuille de projets prioritaires d'investissement d'atténuation | | | | | | | x | x | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| ANME | | | | | | | | | | 50 000 |
| PNUD/A NME | | | | | | | | | | 5 000 |
| BMZ | | | | | | | | | | 15 000 |
| 74200 - AV & Print Costs | | | | | | | | | | |
| 74500 - Direct Project Cost | | | | | | | | | | |
| 72100- Contractual services companies | | | | | | | | | | 110 000 |
| 75700-Training, Workshops | | | | | | | | | | 20 000 |
| 74500 - Direct Project Cost | | | | | | | | | | 500 |
| Total Produit 3 | | | | | | | | | | 200 500 |

| Total Produits | | | | | | | | | | | 678509 |
|--------------------------------------|--|---|---|---|---|---|---|---|--|--|---------|
| Management du Projet | Mise en place de l'unité de gestion du projet : Recrutement d'un/e manager de projet et d'un/e assistant/e de projet (Salaire) | | | | | | | | | | 71400 |
| | Frais de suivi de mise en œuvre | x | x | x | x | x | x | x | | | 50 000 |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| Total Project management | | | | | | | | | | | 63 000 |
| Total GMS BMZ 8% | | | | | | | | | | | 48 000 |
| Total GMS Government Cost Sharing 6% | | | | | | | | | | | 8 491 |
| Total Project | | | | | | | | | | | 798 000 |

VII. RESULT FRAMEWORK

Intended Outcome as stated in the UNDAF/Country [or Global/Regional] Programme Results and Resource Framework:

Effet 4 : D'ici 2019, les acteurs régionaux gèrent d'une manière efficiente et exploitent d'une manière optimale, durable et inclusive les ressources régionales

4.2 : Des solutions sont développées au niveau national et local pour une gestion durable des ressources naturelles

4.2.1 : Une gouvernance participative favorisant l'utilisation durable, équitable et résiliente des ressources naturelles et écosystèmes est promue

Applicable Output(s) from the UNDP Strategic Plan:

Outcome 2 : Accélérer les transformations structurelles pour un développement durable.

Signature solution

2.1.1 Low emission and climate resilient objectives addressed in national, sub-national and sectoral development plans and policies to promote economic diversification and green growth

2.4.1 Gender-responsive legal and regulatory frameworks, policies and institutions strengthened, and solutions adopted, to address conservation, sustainable use and equitable benefit sharing of natural resources, in line with international conventions and national legislation

| Project title and Atlas Project Number:Appui à la création d'un environnement favorable à l'investissement privé pour mettre en œuvre et mettre à jour la NDC dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels : 00120928 | | | | | | | | | |
|---|--|---|--|---------------------|---|------|------|---------------------------------|-------------------------------------|
| EXPECTED OUTPUTS | OUTPUT INDICATORS ⁵ | DATA SOURCE | BASELINE | | TARGETS (by frequency of data collection) | | | DATA COLLECTION METHODS & RISKS | |
| | | | Value | Year | 2019 | 2020 | 2021 | | FINAL |
| Produit 1: Les objectifs d'atténuation NDC pour les secteurs de l'énergie et des procédés industriels sont mis à jour et désagregés par sous-secteur et technologie (Output global 3.1) | 1.1 # d'étude sur la quantification des deux plans d'accélération d'efficacité énergétique (par secteur) et d'énergies renouvelables (par filière) | | Plans d'accélération EE et ER | 2018 | 1 | | | 1 | Rapport d'étude |
| | | | Feuille de route pour la mise en œuvre de la CDN de la Tunisie, élaborée en concertation avec les parties prenantes nationales | 2019 | | | | | |
| | | 1.2 # d'étude sur l'évaluation des impacts énergétiques, socioéconomiques et environnementaux (GES) | | Plan d'accélération | 2018 | | 1 | | 1 |
| Produit2: Les plans d'investissement par sous-secteur sont élaborés et proposés en consultation avec | 2.1 # d'évaluation des investissements d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels ; | | | | | 1 | | 1 | Rapport d'étude |
| | 2.2 # de plans d'investissement élaborés par sous-secteur, | | | | | 1 | 1 | 2 | Document des plans d'investissement |

⁵ It is recommended that projects use output indicators from the Strategic Plan IRRF, as relevant, in addition to project-specific results indicators. Indicators should be disaggregated by sex or for other targeted groups where relevant.

| | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|------|----|----|-----------------|--|
| les principales parties prenantes (Output global 3.1, 4.1) ; | 2.3 # de programme de renforcement des capacités pour l'accompagnement et la facilitation de la mise en œuvre des plans d'investissement pour l'atténuation | | | | | 1 | 1 | 1 | Rapport du programme de renforcement des capacités |
| | 2.4 # de bénéficiaires du programme de renforcement de capacité en matière de des plans d'investissement pour l'atténuation | | | | | 10 | 10 | 10 (50% femmes) | Liste des participants et Rapport du programme de renforcement des capacités |
| | 2.5 # de supports de communication et de partage de connaissance développés | | | | | 1 | 1 | 2 | Supports de communication |
| | 2.6 # orientation développée pour la mise en place d'une méthodologie pour la comptabilisation des flux financiers climat | | | | | | 1 | 1 | Rapport d'étude |
| Produit 3 Un portefeuille de projets prioritaires d'investissement d'atténuation dans les secteurs de l'énergie et des procédés industriels est élaboré en concertation avec les principales | 3.1 # de synthèse de portefeuille selon les priorités (Analyse des investissements, Classement des investissements) avec fiches de projets prioritaires détaillés | | | | 2019 | 1 | | 1 | Rapport de synthèse |
| | 3.2 # d'étude sur les mesures restantes d'atténuation de risques | | | | | 1 | | 1 | Rapport d'étude |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|---|---|---|--|---------------------------|
| parties prenantes (Output global 3.4); | 3.3 # d'étude sur le mécanisme de financement selon les priorités d'investissement/cibles d'investisseurs. | | | | | | | 1 | | 1 | | Rapport d'étude |
| | 3.4 # de supports de communication et de partage de connaissance développés | | | | | | | 1 | 1 | 2 | | Supports de communication |